

Forum du Futur - ICP

Assemblée Nationale, 20 novembre 1995

LE PKK, TERRORISME ET GUÉRILLA AU CŒUR DE LA ZONE DES TEMPÊTES

François Haut

La carte que nous vous avons remise tout à l'heure ainsi que les propos que l'on vient d'entendre ont pour ambition de vous rendre évidente cette notion de zone des tempêtes, cette région du monde où tout existe et où tout est possible; cette région qui engendre une grande partie des soucis présents et à venir de nos pays libéraux.

Dans cette zone, à peu près partout, à l'exception des Etats stables, au pouvoir légitime et respecté, qu'il s'agisse de luttes pour le pouvoir ou de territoires contestés, on observe des affrontements violents.

Dans presque tous les cas, c'est l'argent du narcotrafic qui fournit l'essentiel du nerf de la guerre, qui permet d'entretenir les combattants et d'acheter le matériel... Mais la drogue est également un enjeu, dans la mesure où le contrôle des territoires qui la produisent et des routes de son transport prennent une dimension stratégique et deviennent en eux mêmes une source d'affrontements; de même que l'accroissement de la productivité devient un objectif prioritaire. Un schéma que l'on retrouve à petite échelle dans nos cités... Aux mêmes causes, les mêmes effets.

Mais au cœur de cette zone, aux confins du Caucase, de l'Irak, de l'Iran, du Liban, de la Syrie et de la Turquie, un peuple hétérogène à la recherche d'une identité culturelle et territoriale, le peuple Kurde, a produit, à côté de démarches respectables, l'un des mouvements les plus violents de l'Histoire, le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK.

Et celui-ci, désormais privé de sa racine idéologique, se partage aujourd'hui entre le terrorisme et la criminalité, tant dans sa zone traditionnelle d'influence qu'à travers sa diaspora. Expression dégénérante d'une entité

fondée sur la lutte armée, le PKK présente aujourd'hui une image polymorphe où la partie criminelle, le racket, l'escroquerie côtoient le narcotrafic et le terrorisme traditionnel.

Que doit-on entendre par Kurdistan ?

C'est l'aire culturelle kurde s'étendant sur une zone, principalement montagneuse, répartie de la manière suivante : Turquie (± 12 millions d'individus), Iran (6 millions), Irak (4 millions), Syrie, ($\pm 800\ 000$), Arménie ($\pm 500\ 000$), Liban (70 à 100 000). A cela, on doit ajouter 6 à 700 000 réfugiés ou émigrés en Europe.

Et, qu'est le parti des Travailleurs du Kurdistan, le PKK ¹ ?

Le PKK est issu de la vague maoïste qui atteint la Turquie, comme le reste de l'Europe, vers la fin des années 60. Dès les années 70, les jeunes "maos" turcs, adhèrent, soit à des organisations communistes combattantes, comme "Dev. Sol, la "Gauche révolutionnaire", soit à d'autres groupes favorisant la revendication nationale kurde, tout en étant marxistes-léninistes. C'est de ce courant que sont issus ceux qui fondent le PKK en 1974. Méthodes sanglantes, léninisme grossier teinté de nationalisme, culte du leader, férocité aussi bien interne qu'extérieure à l'organisation, base paysanne, guérilla rurale : c'est une sorte de copie du "Sentier Lumineux péruvien fondé par Gonzalo Abimaël Guzman.

Le PKK est fondé, lui, par Abdallah Ocalan "Apo", 49 ans aujourd'hui. Son objectif, créer l'équivalent kurde des mouvements maoïstes turcs, d'un marxisme-léninisme tout aussi rigide, puis débarrasser le peuple kurde de son système tribal traditionnel et fonder un Etat kurde communiste indépendant, aussi bien en Turquie qu'en Irak, en Iran et en Syrie.

Les militants du PKK, hors émigration, sont le plus souvent jeunes (18/25 ans) et peu ou pas éduqués : bergers, ouvriers, travailleurs agricoles, chômeurs. Ils sont recrutés souvent de gré, parfois de force et emmenés au Liban, via la Syrie ou dans la zone hors contrôle au nord de l'Irak et là, formés à la guérilla dans les camps du Parti. D'autres bases militaires du PKK ont plus récemment repérées en Iran et encore aux limites de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan.

En amont, le PKK s'est doté en 1984 d'un Front de Libération Nationale, l'ERNK ². Egalement présidé par Ocalan, l'ERNK a sa base principale à Athènes, où réside son porte-parole officiel. Au-delà du PKK, ce Front est censé regrouper des associations "patriotiques" en Europe, en Iran et en Syrie. Mais en réalité, l'ERNK n'a pas mordu sur la clientèle des autres mouvements kurdes. En aval du Parti, l'"Armée populaire de Libération du Kurdistan" (ARGK), terminologie bien maoïste, mène la lutte armée.

Selon des experts régionaux crédibles, l'ARGK comptait à la fin de 1993, de 7 à 10 000 guérilleros, inégalement armés, répartis entre le sud-est anatolien et diverses bases au Liban, en Syrie, en Irak, en Iran et désormais au Caucase. A l'origine, 1980-84, le bras armé du PKK se réduisait à environ 500 hommes dotés d'un armement léger et hétéroclite, basés en Syrie et au Liban. Mais depuis, l'ARGK s'est considérablement renforcée. Ainsi, l'"Académie Militaire Mashum Korkmaz" de Helwé (Liban, désormais fermée) a-t-elle entraîné chaque trimestre de 3 à 4 000 "recrues" du PKK en 1992.

Partis des bases extérieures de l'ARGK, des commandos de quelques dizaines de guérilleros s'infiltrèrent dans les zones isolées du sud-est anatolien; ils attaquent des patrouilles ou des objectifs économiques. L'instabilité instaurée, la situation se radicalise et le PKK exploite les réactions des militaires ou des policiers de la région :

- psychologiquement, en tentant de faire basculer les populations montagnardes dans le camp de la guérilla;
- pour sa propagande extérieure en présentant, notamment en Europe occidentale, les dommages de "guerre" subis par les populations civiles, le plus souvent les exactions de la guérilla elle-même, comme des atteintes aux Droits de l'Homme perpétrées par les forces de l'ordre turques.

Selon les renseignements les plus récents, on estimerait à 18 000 le nombre de morts causés par la guérilla du PKK depuis 1984. Et il n'y a pas de semaine sans qu'il y ait des accrochages violents.

Quelles alliances pour le PKK ?

Depuis sa fondation, le PKK entretient des liens privilégiés avec la Syrie de Hafezal-Hassad, illustrés par l'installation de ses chefs à Damas, après le coup d'Etat en Turquie, en 1980, puis dans le Liban sous contrôle syrien, en

1987. Du fait des promesses de Hafez al-Hassad à Turgut Özal (alors Premier ministre), en 1987, ces liens sont aujourd'hui un peu distendus.

De même, le PKK a-t-il toujours été en bon termes avec les autres mouvements (guérilla ou terrorisme) proches de Damas. Les Palestiniens, tout d'abord : en 1972-74, certains éléments du futur PKK collaborent avec le Commandement des Opérations Spéciales à l'Étranger du FPLP, dirigé par Wadi Haddad. C'est à ce moment qu'ils ont fait connaissance avec des éléments de la future Asala. Le fait que le "Kurdistan historique" et l'"Arménie historique" se recouvrent à 70% n'empêche pas le PKK de s'allier avec l'Asala, en avril 1980, au Liban. Cette curieuse entente perdure après l'opération militaire turque au nord de l'Irak, en mai 1983, permettant à l'Asala d'aguerrir ses hommes dans la zone "libérée-PKK".

En 1986-87, des sources sérieuses font état de contacts entre le PKK (toujours marxiste léniniste) et la République islamique d'Iran. Au Liban, des contacts sont depuis lors fréquents entre cadres du PKK et du Hizballah; en octobre 1989, la presse turque dénonce violemment la présence de deux camps du PKK en Azerbaïdjan iranien. Démentis vertueux, bien sur de Téhéran...

Restent les liens entre le PKK et Saddam Hussein. Un septembre 1989, les rumeurs d'une alliance secrète PKK-régime irakien sont déjà suffisamment consistantes pour que le ministre des affaires étrangères irakien les "démentent catégoriquement". Selon le PDK et l'UPK, le PKK renseignerait depuis 1988 Bagdad sur les autres partis kurdes, en échange d'argent et d'armes. Et, en septembre 1990, Ocalan prend ouvertement parti pour Saddam Hussein qui " lutte contre l'impérialisme américain". Option stratégique confirmée par l'un des chefs militaires du PKK qui déclare alors : "Pour nous, ce qui est important, c'est la révolution au Proche-Orient et nous nous battons aux côtés de quelqu'Etat ou force de la région qui soit d'inspiration révolutionnaire". Avant d'ajouter que le PKK est en contact avec des militaires irakiens dans la région de Zakho depuis août 1990. Les rumeurs de livraisons d'armes massives de Saddam au PKK s'amplifiant, Ocalan se justifie, au cours d'interviews accordées fin 1991, en prétendant que les armes ont été "abandonnées par l'armée Irakienne" et récupérées par ses hommes.

Enfin, en matière de contacts douteux du PKK dans le bassin méditerranéen, on notera aussi ceux qu'Ocalan entretient avec Moammar Khadafi ³.

Le PKK en Europe.

Depuis sa fondation, le PKK s'est fixé deux objectifs d'égale importance : enraciner la lutte armée au "Kurdistan turc" et s'implanter en Europe occidentale. En 1984, la reprise de la guérilla au "Kurdistan turc" s'accompagne d'une violente offensive en Europe. Le Parti entame alors une impitoyable reprise en main, intimidant ou éliminant tous ceux qui sont soupçonnés de collaborer avec la Turquie. Dès 1984, 18 militants du PKK sont expulsés de Suède, pays pourtant généreux en matière d'asile politique. Entre la Suède, la Suisse, l'Allemagne, le Danemark et la France, on dénombre une vingtaine de morts entre 1985 et 1987.

L'idée directrice est de contrôler dans toute l'Europe l'importante communauté d'immigrés et de réfugiés kurdes de Turquie et, l'objectif prioritaire du PKK, c'est l'Allemagne où ils sont de 400 à 450 000. C'est d'ailleurs là qu'il a implanté sa centrale du "Front européen", sous le nom d'ERNK-représentation en Europe. Il l'a d'abord fait légalement, puis, depuis sa dissolution en septembre 1993, de manière clandestine. Selon le ministère allemand de l'intérieur, le PKK comptait, en 1987, un millier de militants actifs, ainsi que de nombreuses structures satellites : 178 associations, dont ERNK; syndicats des travailleurs patriotes kurdes, associations de jeunes, de femmes, etc. Sans oublier un redoutable service de "sécurité-contrôle-enseignement". Il disposait alors de bureaux à Cologne, sa "capitale" - mais aussi celle des islamistes turcs - ainsi qu'à Mayence, Offenbourg, Russelheim, Oldenburg, Dortmund etc. Dès cette époque, le pays était divisé en 5 régions, puis en 17 districts, enfin en quartiers ayant tous un responsable désigné. Aujourd'hui, les activistes du PKK seraient plus de 7 000 en Allemagne, pour un vivier de sympathisants de l'ordre de 50 000 personnes, soit un peu plus de 10% de la communauté kurde. Et, selon un rapport du service de sécurité intérieure publié en août 1995, le racket sous toutes ses formes aurait rapporté 30 millions de marks (± 103 millions de Francs) au PKK en 1994.

Mais, bien sûr, le PKK est présent en France avec de 60 à 100 000 Kurdes ressortissants turcs. En février 1990, plus de 150 militants du PKK se heurtent aux forces de l'ordre devant le Grand Palais, alors que le Président de la République inaugurerait l'exposition "Soliman le Magnifique" en compagnie de son homologue Turgut Özal. Depuis, des manifestations du PKK se produisent à peu près tous les mois à Paris. Dissoutes fin novembre 1993, les associations servant de paravent au PKK, le "Comité du Kurdistan" et "Yek-

Kom", se sont reconstituées sous les noms de Centre d'information du Kurdistan, Association culturelle des travailleurs kurdes en France et comité national de solidarité avec le peuple kurde. Il y aurait aujourd'hui un millier d'activistes du PKK en France et quelque 5 000 sympathisants actifs sous couvert de 23 associations.

Le PKK est aussi présent en Suède, au Danemark, en Suisse, en Grande Bretagne, en Belgique, aux Pays-Bas et en Italie. Et, hostile à la Turquie obligeant, il est persona grata en Grèce où le PASOK lui accordait, en 1990, une subvention de 10 millions de dollars.

Enfin, c'est en Europe occidentale que le PKK a choisi d'implanter, au début de 1995, son "parlement du Kurdistan en exil" itinérant. Fin février, la "commission préparatoire" à la première session de ce "parlement" s'est réunie à Bruxelles, en présence de députés du DEP. La première session elle-même s'est tenue à la Haye, aux Pays-Bas, au mois d'avril 1995. Etaient présents les 65 députés, "élus par des Kurdes de la diaspora", selon le porte parole du Parlement, Yasar Kaya. Parmi ces "députés", 12 membres de l'ERNK, les autres semblant bien être des comparses du PKK.

Une autre réunion s'est tenue trois mois après, secrètement, à Vienne, malgré le refus des autorités autrichiennes. Et des "sessions" sont prévues à ce même rythme trimestriel.

Mais, parlement ou pas, le trait commun est que, partout, le PKK est impliqué dans des activités criminelles les plus variées.

Guérilla d'abord - et toujours -, dégénérescence maintenant.

On peut l'affirmer aujourd'hui, le PKK pratique le trafic de stupéfiants. L'accusation est certes grave et les dirigeants du Parti la nient avec énergie, n'hésitant pas à l'intimidation violente pour interdire aux médias européens d'aborder ce sujet.

Selon Interpol, il y a eu en Europe 42,442 tonnes d'héroïne saisies entre 1984 et 1993; 14,479 tonnes provenaient de ressortissants turcs, soit 34%. En 1994, 2/3 de l'héroïne saisie au premier semestre par les policiers allemands provenaient des filières turco-kurdes.

Le bureau turc d'Interpol rassemble tous les dossiers impliquant ses ressortissants. Selon lui, de 1983 à 1993, 503 citoyens turcs, militants révolutionnaires ou séparatistes ont été impliqués dans un trafic de stupéfiants.

Voilà qui peut, au moins en partie, expliquer, que le NCIS britannique ait estimé en 1993 à environ 430 millions de Francs le budget annuel du PKK avec une part attribuée au narcotraffic estimée à 190 millions, soit 44% du total. De son côté, la police allemande évalue à 600 millions de Francs le produit du trafic d'héroïne réalisé par les clans turco-kurdes, "politiques" et voyous confondus.

Pour ce qui est du trafic d'héroïne du PKK :

- il se fait à partir de contacts, eux aussi "politico criminels", entretenus par les séparatistes kurdes avec des clans chi'ites de la vallée de la Bekaa, ou des tribus insurgées du Balouchistan iranien ou pakistanais. En la matière, ce sont les éléments du PKK implantés en Iran qui jouent un rôle central;

- vers la Syrie et le Liban, ce trafic prend la forme d'un troc triangulaire : des voitures de luxe sont volées en Europe, échangées au Proche-Orient contre de l'héroïne, elle-même transformée en espèces ou en armes, selon les besoins. Un même processus impliquant le PKK se déroule également aux confins de la Turquie, du Nakhitchevan et de l'Iran;

- en Turquie même, sans doute par prudence, la circulation des stupéfiants, la gestion des laboratoires de production d'héroïne et le transport des produits précurseurs⁴ implique plus souvent les réseaux logistiques du PKK⁵ que les guérilleros directement impliqués dans la lutte armée.

Et en Europe, cette héroïne se répand de manière de plus en plus large à travers des réseaux de revente corollaires des zones grises urbaines.

Pour conclure.

De telles corrélations de faits inquiétants, tout sauf secrets, devrait suggérer à chacun un minimum de prudence, spécialement à la presse eu aux hommes politiques qui se sentent proche du PKK. D'autant plus que des magistrats d'une Europe pourtant accueillante pour les Kurdes, confirment le danger du parti d'Ocalan. En avril 1995, des militants du PKK sont jugés par le Tribunal

correctionnel de Paris pour extorsion de fonds. Pour les juges, le PKK est “une organisation parfaitement structurée”, clandestine, dont “l’action principale de lutte armée en Turquie s’accompagne d’actes de violence contre les personnes et les biens, notamment sur le territoire français, tel qu’assassinat de dissidents ou occupation de dégradation de représentations diplomatiques ou d’établissements turcs”. En novembre 1993, déjà, l’acte de dissolution de Yek-Kom et du Comité du Kurdistan disposait que ces deux associations présentaient “le caractère de groupes de combat ou de milices privées en raison de la formation paramilitaire dans des camps d’entraînement, de l’obéissance et de la discipline auxquelles leurs membres sont soumis, de l’intention séditeuse qui les caractérise et qui les rendent aptes à des actions de commando...” ils “se livrent sur le territoire français, ou à partir de ce territoire à des agissements visant à provoquer des actes de terrorisme en France ou à l’étranger”.

Alors, sans confusion et sans perdre son sens critique, mais sans oublier les campagnes terroristes que mène ouvertement le PKK, dans les rues des grandes villes turques et l’intoxication dont il se rend coupable ici, il serait bon qu’en Europe occidentale on se fasse une image vraie de cette guérilla dégénérée qui nous vient de la Zone des Tempêtes. ■

1: Partiya Karkaren Kurdistan

2: Eniya Ruzgariya Netwa Kurdistan

3: Cf. la “Voix de la Grande Nation Arabe”, Tripoli, Libye, 20 juin 1995.

4: comme l’anhydride acétique.

5: planques, assistance aux blessés, approvisionnement, recueil de l’“impôt révolutionnaire”, etc